



Enquête auprès de la population sur la «Sécurité routière»

Résumé des résultats

Les trois organisations à but non lucratif, Au Volant Jamais, Croix-Bleue Suisse et RoadCross Suisse ont réalisé une enquête représentative à l'échelon national sur le thème de la sécurité routière. Enquête qui a pour **objectif** de recueillir l'opinion de la population comme base de planification pour les milieux politiques et les acteur·rice·s de la prévention des accidents.

- Quels sont les thèmes ayant trait à la sécurité routière importants du point de vue de la population suisse ?
- Quels instruments et mesures permettent de renforcer la sécurité de la circulation routière ?
- Comment réagit la population vis-à-vis d'un durcissement ou d'une libéralisation des règles existantes ?
- Qui est responsable du renforcement de la sécurité sur la route selon la population suisse ?

La population suisse estime que la **sécurité dans la circulation routière** est élevée, mais qu'elle peut être renforcée. Près de deux tiers (69%) de la population suisse perçoivent la sécurité dans la circulation routière suisse comme plutôt sûre (52%) ou très sûre (17%). À l'inverse, près d'un tiers des personnes interrogées perçoit donc les routes comme n'étant pas sûres. La perception de la sécurité de la circulation en Suisse est identique dans toutes les couches de la population considérées.

Les personnes interrogées sur le **thème de sécurité routière** mentionnent spontanément la vitesse et sa régulation comme le problème le plus important (12%). En toute logique, 6% soutiennent et soulignent positivement les mesures législatives «Via Sicura» et les considèrent comme la deuxième plus importante mesure en faveur de la sécurité routière – derrière une infrastructure routière bien développée (12%). Dans le cadre des questions assistées, tous les domaines de la sécurité routière cités ont obtenu une approbation élevée et sont considérés comme importants. La population suisse se montre particulièrement critique s'agissant de la distraction due au téléphone portable (91% la jugent très, respectivement plutôt importante) ainsi que de la conduite sous emprise de l'alcool (89%) et de la drogue (85%). La fatigue (80%), la vitesse excessive (79%) et la conduite sous emprise de médicaments (74%) sont également des facteurs très critiques selon les personnes interrogées.

La population suisse soutient majoritairement tous les **instruments visant à renforcer la sécurité routière** déjà appliqués en Suisse. Comme instruments les mieux adaptés pour renforcer la sécurité routière, près de trois quarts des Suissesses et des Suisses identifient la formation lors de l'apprentissage de la conduite (79% la considèrent comme très, respectivement, plutôt adaptée), l'infrastructure routière (74%) et les dispositions légales (72%). Sont également considérées comme adaptées : les formations complémentaires en cas de comportement fautif (66%), les prescriptions liées aux véhicules (61%), les campagnes de sensibilisation (53%) et les contrôles médicaux réguliers (49%).

Les **mesures concrètes de renforcement de la sécurité routière** réunissent une majorité absolue parmi la population suisse : près de deux tiers soutiennent un abaissement de l'âge de l'examen de l'aptitude à la conduite à 70 ans au lieu des actuels 75 ans (68%), un dispositif anti-démarrage en cas d'alcoolémie trop élevée (64%) et des événements de prévention dans les écoles



professionnelles et l'enseignement secondaire (60%). De plus, une minorité relative considère que des limitations de puissance pour les jeunes au volant, des cours obligatoires dans une auto-école et des contrôles de police plus nombreux sont des mesures appropriées pour renforcer la sécurité routière. L'obligation du casque est une mesure de réduction du risque. Quatre cinquièmes de la population Suisse sont favorables à son introduction (79% très, respectivement plutôt favorables) pour les deux-roues électriques et deux tiers (63%) pour les deux-roues non électriques.

Les demandes de libéralisation des mesures existantes dans le domaine de la sécurité routière sont nettement rejetées. Huit personnes interrogées sur dix rejettent une libéralisation de l'utilisation du téléphone portable en conduisant (84% se disent plutôt ou très opposées), de l'augmentation du taux d'alcool autorisé (83%) et de la libéralisation de la consommation de cannabis en lien avec la conduite (79%). Sept personnes interrogées sur 10 rejettent la demande de réduction des peines encourues pour des délits de chauffard (72%) et la conduite à partir de 16 ans (70%). Seule la demande d'un examen de compétence de conduite à partir de 80 ans au lieu des 75 ans actuellement en vigueur recueille une nette approbation (50% entièrement d'accord, 20% plutôt d'accord). À noter que comparativement, un abaissement de l'âge du contrôle à 70 ans est approuvé dans une mesure similaire (40%, respectivement 28%).

Du point de vue de la population suisse, la **responsabilité première de la sécurité routière** incombe à chacune et chacun (70%). Environ un quart estime que la responsabilité revient à l'État (24%).

Les **groupes de population analysés** se rejoignent fortement sur tous les thèmes dans l'évaluation, respectivement l'appréciation, des thèmes liés à la sécurité ; les priorisations restent ainsi identiques presque partout. L'analyse détaillée révèle les différences suivantes : les femmes sont plus conséquentes dans leur position vis-à-vis de la sécurité routière et s'opposent également plus fortement aux demandes de libéralisation que les hommes. Il s'avère en outre que les groupes de population plus concernés sont un peu plus modérés dans leurs demandes que les personnes qui ne sont pas concernées. Ceci vaut pour les thèmes liés à l'âge, mais aussi pour les thèmes dépendant du type de véhicule qu'on utilise soi-même ou du degré auquel on est affecté en raison de son lieu de résidence – ville, agglomération ou campagne.

Base des données : les résultats de l'enquête menée auprès de la population «Sécurité routière» reposent sur une enquête représentative réalisée par téléphone et en ligne entre novembre et décembre 2023 par l'institut de sondage et de recherche gfs-zürich auprès de 1'216 résident·e·s âgés de 18 ans au moins. Cet échantillon est représentatif de la population suisse en regard du sexe, de l'âge et des trois grandes régions linguistiques suisses (Suisse alémanique, Suisse romande, Tessin).

La présentation des résultats du gfs-zürich fournit des informations complémentaires.

27.02.2024